À Beyrouth, des réfugiés dont nul ne veut

Dans un pays, le Liban, qui fait naufrage, les réfugiés venus d'Irak et surtout de Syrie voient leur condition devenir dramatique : 9 sur 10 survivent sous le seuil d'extrême pauvreté, sans statut (le Liban n'étant pas signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés), et en butte à des marques d'hostilité croissante. C'est pour permettre aux plus vulnérables d'entre eux d'être accueillis en France que vient d'être renouvelé le dispositif des « couloirs humanitaires ».



Vue du camp de réfugiés palestiniens de Chatila, en place depuis 1948 : l'un des lieux où intervient Soledad André © Soledad André pour Défap

Après 10 ans de crise, la vie est plus difficile que jamais pour les Syriens déracinés. L'onde de choc mondiale générée par la photo du petit Alan Kurdi, 3 ans, retrouvé noyé sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015, a certes provoqué une

prise de conscience de la nécessité d'éviter les « voyages de la mort » à travers la Méditerranée ; elle a été notamment à l'origine du projet des « couloirs humanitaires », né en Italie d'une initiative œcuménique avant d'être étendue en France… Mais qu'en est-il aujourd'hui ?

Depuis 2011, des millions de Syriens ont dû fuir les combats, soit à travers leur propre pays, soit en tentant d'atteindre les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie. On estime qu'ils sont environ 5,6 millions répartis aujourd'hui dans ces trois pays, dont 1,5 million pour le seul Liban, petit pays de 6 millions d'habitants. En Syrie même, Bachar al-Assad, après avoir repris le contrôle de la majorité du territoire, réclame leur retour – ce que la plupart d'entre eux redoutent, craignant d'être enrôlés dans l'armée ou arrêtés par les services de renseignement. Les autorités libanaises ont officiellement soutenu cette position et affirmé que les conditions en Syrie étaient propices à ce retour, allant à l'encontre de la position du HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu.

L'impossible retour en Syrie

Dans un pays en déroute, le Liban, les réfugiés syriens font ainsi partie des plus fragiles parmi les fragiles. Sans statut officiel, sans structure pour les accueillir, sans moyen de subsistance, ils se retrouvent au centre de tensions politiques croissantes après avoir fui la guerre dans leur pays. Il faut dire que le Liban lui-même connaît une crise considérée comme sans équivalent depuis 1850, selon la Banque Mondiale : entre la crise du Covid-19, l'explosion du port de Beyrouth, une crise économico-politique qui a mis en lumière la corruption de l'ensemble de la classe dirigeante et a fait basculer les trois-quarts des Libanais dans la pauvreté, la plupart des habitants du pays survivent aujourd'hui au jour le jour, entre coupures d'électricité (les centrales n'étant plus alimentées en hydrocarbures), impossibilité de se procurer des biens de première nécessité (devenus inaccessibles du fait de

l’inflation, qui a atteint 131,9% au cours des six premiers mois de 2021) ou d’obtenir de l’essence pour se déplacer ou du fioul pour leurs générateurs. Près d’un quart des Libanais vivent même sous le seuil d’extrême pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Le PIB du Liban a chuté d’environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars prévus en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une baisse aussi brutale, note la Banque Mondiale, est généralement associée à une situation de guerre.

Face à la violence de cette crise, la réponse des autorités publiques a été molle et inefficace ; la Banque Mondiale elle-même souligne la toxicité du « consensus politique de préserver un système économique en faillite qui a profité à quelques-uns pendant très longtemps ». En revanche, la question des réfugiés syriens devient de plus en plus facilement un exutoire. Il leur a notamment été reproché d’avoir accès à des aides d’ONG internationales, voire de constituer une main d’œuvre à bas coût et de faire baisser le salaire des Libanais – un ressentiment exploité sans vergogne par certains politiques libanais. La crise sanitaire a renforcé ces tensions, certaines municipalités en profitant pour mettre en place des mesures applicables aux seuls réfugiés syriens, comme des couvre-feux. Et les discours politiques réveillent parfois le spectre des « réfugiés palestiniens » arrivés entre 1948 et 1967, un épisode qui avait fortement déstabilisé le Liban.

Comment vivent donc les réfugiés syriens dans un pays qui fait naufrage ? Près de 9 sur 10, selon les estimations du HCR, survivent sous le seuil d’extrême pauvreté. Un foyer sur deux est en insécurité alimentaire et certains en situation de famine et sans accès aux soins. En outre, ils ne bénéficient pas du statut de réfugié au Liban, pays qui n’est pas signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement libanais les considère comme des « personnes temporairement déplacées ». Faute de

solutions durables sur le territoire libanais et à défaut de pouvoir rentrer en Syrie, un grand nombre de ressortissants syriens font des demandes d'asile auprès des consulats de pays membres de la Convention de 1951. Mais obtenir un visa humanitaire est souvent une épreuve hors de portée pour ces réfugiés, même s'ils remplissent toutes les conditions requises. C'est précisément là qu'intervient Soledad André, chargée de mission pour la FEP et présente à Beyrouth en tant qu'envoyée du Défap, sous statut VSI : elle aide à constituer les dossiers, et pour cela doit recueillir des témoignages, reconstituer comme des puzzles des parcours jalonnés de violences et de traumatismes ; il lui faut ensuite prévoir les conditions d'accueil des familles en France, et les accompagner dans l'avion jusqu'à Paris… Une tâche qui prend de plus en plus d'ampleur, et face à laquelle la Fédération des Églises évangéliques italiennes, l'un des partenaires d'origine du projet, peine à maintenir son engagement. Voilà pourquoi le Défap a envoyé récemment une autre volontaire au Liban.

Célébration œcuménique du Vendredi saint

Découvrez la bande annonce de cet évènement à suivre sur France 3 Alsace et France 3 Lorraine le 2 avril à 10h45, et auquel participe l'UEPAL, l'une des trois unions d'Églises membres du Défap.

Le Diocèse de Strasbourg et l’Union des Églises protestantes d’Alsace et de Lorraine font mémoire de la Passion et la crucifixion de Jésus-Christ en la cathédrale Notre dame de Strasbourg, pour accompagner celles et ceux qui ne pourront se déplacer à l’église en cette période si particulière.

Cette célébration est retransmise sur France 3 Alsace et France 3 Lorraine, le vendredi 2 avril à 10h45. Également sur les chaînes Youtube respectives du Diocèse de Strasbourg et de l’UEPAL.

L’Alsace est une terre profondément attachée à l’œcuménisme. Monseigneur Luc Ravel, Archevêque de Strasbourg et le pasteur Christian Krieger, Président de l’Église protestante réformée d’Alsace et de Lorraine et vice-président de l’UEPAL, invitent à cette célébration conduite par l’Archiprêtre Michel Wackenheim et la pasteure Bettina Schaller et manifestent ainsi leur désir d’être en union de prière avec tous ceux qui pourront suivre cet évènement à la télévision.



« Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font » (LUC 23, 34)

À partir de ce verset de la Bible, les deux confessions chrétiennes vous proposent une célébration où alterneront gestes symboliques, temps de méditations et moments musicaux.

Les participants : Charlotte Sonnendrücker, Christian Albecker et Michaël Mailfert.
« Quatuor Anapnoè », avec Nathalie Gaudefroy, soprano, Anne-Juliette Meyer, alto, Jean-Philippe Billmann, ténor, et Xavier Bazoge, basse. Il sera accompagné par Sara Taboada, clarinette, Tristan Lescêne, violoncelle, et Daniel Leininger, orgue.
Conception musicale : Daniel Leininger.

Écologie dans les Églises de France : où en est-on ?

Il y a, bien sûr, le label Église Verte. Le thème synodal de l'EPUdF, centré sur l'écologie. Le tout nouveau «chargé de mission pour la justice climatique» de l'UEPAL. Et la commission Écologie et Justice climatique de la FPF. Sans compter bon nombre d'initiatives locales… En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Et au Défap, comment cette problématique est-elle prise en compte ?



Cultiver notre jardin… Une initiative locale présentée sur la page Facebook d'Église Verte © DR

La COP 25, qui se tient du 2 au 13 décembre à Madrid, voit une

nouvelle mobilisation des ONG et de la société civile dans le domaine de la protection de l'environnement. Un combat qui n'est désormais plus extérieur aux Églises. Ainsi, en France, la conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Pour 2020, l'Église protestante unie a ainsi inscrit à son prochain synode national le thème de l'écologie. Dans cette optique, les Églises locales et paroisses ont été invitées à travailler sur le thème : ***«Écologie : quelle(s) conversion(s) ?»***, qui s'est retrouvé en cette fin d'année au centre des divers synodes régionaux qui se sont tenus **tout au long du mois de novembre dans chacune des neuf régions de l'EPUdF**. L'UEPAL a créé un poste de «chargé de mission pour la justice climatique», occupé depuis le 1er septembre par le pasteur Jean-Sébastien Ingrand.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une **commission Écologie et Justice climatique**, présidée par **Martin Kopp**. Le **Défi Michée** porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement **Chrétiens unis pour la terre**, qui a co-organisé les Assises chrétiennes de l'écologie à Saint-Étienne, ou la démarche initiée par le label «**Église verte**».



L'accueil du site egliseverte.org

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Face à ces nombreuses initiatives centrées sur la sauvegarde de la création, le Défap agit dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets… et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont, non pas une source d'inquiétude pour l'avenir, mais un problème majeur aujourd'hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu'a pu connaître le Mozambique, frappé cette année en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l'histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Le Défap est ainsi un des membres fondateurs du Secaar, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions

se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique.

La formation et la valorisation des compétences au service du développement intégral, marque distinctive du Secaar

La préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve à travers un certain nombre de projets récents du Défap : c'est le cas du soutien apporté à l'association Abel Granier, qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. Ces actions sont menées en concertation, entre

chrétiens et musulmans, par le biais d'une réflexion théologique sur la Création et sur la place du monde végétal dans la société. L'origine de l'association est une expérience du pasteur Abel Granier qui, de 1953 à 1969, avec le soutien de sa femme Jane Olivès, botaniste formée à la connaissance des plantes méditerranéennes, a réhabilité entièrement une ferme en zone semi-aride en Tunisie. L'association proprement dite est née ensuite en 2001, grâce à des personnes qui voulaient participer à une véritable transmission de ces savoirs et savoir-faire. Aujourd'hui, l'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes.

Cas similaire pour le partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Ses objectifs sont de natures multiples : améliorer l'accès à l'eau pour l'agriculture dans le respect de l'environnement, lutter contre le déclin des palmeraies, créer une activité génératrice de revenu via l'élevage, promouvoir les produits du terroir et intégrer la femme rurale dans le tissu social. Le Défap a soutenu cette association notamment à travers des envoyés. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises…

Des projets et des réflexions : les «mini-forums»

Présentation du projet Beer Shéba

Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk. L'association Beer Shéba, fondée il y a une quinzaine d'années avec des pasteurs de l'Église La Porte Ouverte, à Mulhouse a plusieurs objectifs : un projet de conservation de la nature, de reforestation d'une zone totalement déserte, de soin de la biodiversité ; un centre de formation qui accueille des jeunes de tout le Sénégal et de toute la sous-région, avec l'objectif affiché par l'association Beer Shéba de devenir un centre de ressources pour l'agriculture rurale dans le Sahel ; un espace de production de poudre bio de Moringa.



L'équipe des organisateur du «mini-forum» de Condé-sur-Noireau entourant Florence Taubmann, du Défap © EPUdF

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, et ces relations établies avec des Églises directement aux prises avec les pires effets des changements climatiques, expliquent que le Défap ait pu inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé jusqu'en 2020. Il énonce ainsi : «Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.» Chaque personne, cela veut donc dire : ici, comme là-bas. Et cette préoccupation, déjà visible dans nombre de projets, trouve aussi sa traduction en France dans les forums régulièrement organisés par le Défap. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu à Sète en 2020, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui et de la refondation du

Défap) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter par exemple la présence de Martin Kopp…



Peinture réalisée lors du forum de Condé-sur-Noireau, organisé en partenariat avec le Défap (septembre 2019) © Défap

«Vers une nouvelle économie de la mission»

Le colloque « Vers une nouvelle économie de la mission » qui s'est tenu le 11 octobre 2019 au Défap a permis en premier lieu d'exprimer les diverses conceptions de la mission, et les diverses attentes vis-à-vis du Défap. Il a permis d'ouvrir des pistes de réflexion, de souligner les besoins de clarification… et il a donné lieu à la publication de deux livrets, « Paroles aux Églises » et « Actes du colloque », que vous pouvez retrouver ici, soit en téléchargement et en pdf, soit pour les commander gratuitement sous forme reliée auprès du Défap.



Basile Zouma, secrétaire général du Défap, introduisant la journée © Défap

Pour télécharger les cahiers en pdf :

« Vers une nouvelle économie de la mission – Parole aux Églises »
« Vers une nouvelle économie de la mission – Actes du colloque »

Pour commander auprès du Défap :

Bon de commande

Pour lire ces deux cahiers en ligne sur Calaméo :

Colloque volume 1

Colloque volume 2

Une étape clé : c'est ainsi qu'a souvent été vécu et décrit par ses participants le colloque du Défap, organisé le vendredi 11 octobre 2019 au 102 boulevard Arago. «J'ai eu le sentiment de vivre un moment exceptionnel : j'ai vu trois présidents d'Église réunis», témoignait ainsi dès le lendemain en Conseil du Défap Christine Villard, de l'Église protestante unie de France, référente régionale Mission-Défap en PACCA. «J'ai entendu parler de mutualisation de moyens en matière d'international… Un autre mot important qui est ressorti, c'est celui de la complexité ; et il faut accepter que cette complexité, on ne la maîtrise pas.» Au cours de cette même réunion, Thomas Wild, de l'UEPAL, évoquait pour sa part un événement «très riche» dans lequel «les directions d'Église se sont impliquées». Quant à Joël Dautheville, président du Défap, il faisait part de son «sentiment qu'on a réussi à franchir un cap, qui de mon point de vue n'était pas évident». Et d'ajouter : «Je nous invite maintenant à prendre cette dynamique refondatrice, précisément comme une dynamique : c'est un élan…»

Ce colloque, intitulé : «Vers une nouvelle économie de la mission», avait d'abord pour but de permettre l'expression en

un même temps et dans un même lieu des diverses conceptions de la mission, et des diverses attentes vis-à-vis du Défap, qui existent aujourd'hui au sein des trois Églises fondatrices : l'EPUdF (Église protestante unie de France), l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine) et l'Unepref (Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France). Il réunissait environ 80 participants. Il devait être suivi quelques mois plus tard, à Sète, d'un forum plus large, auquel il devait fournir de la matière et des éléments de réflexion – mais le contexte sanitaire a finalement contraint à changer de format, ce qui a donné naissance à la série de webinaires « Les Ateliers de la mission ».

D'où une journée dense, entre plénières et travaux en ateliers, entre table ronde avec les présidents des trois Églises constitutives du Défap et intervention d'un sociologue, Frédéric de Coninck, sur le thème : «Si proches et si loin les uns des autres – Quel défi pour la mission dans nos sociétés éclatées ?»… Le tout conclu par un retour sur les travaux de la journée par Frédéric Rognon, professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie Protestante à l'Université de Strasbourg.

«Mission», «évangélisation», «témoignage»



Florence Taubmann, du service Animation – France du Défap, lors de la table ronde avec les trois présidents des Églises fondatrices © Défap

Outre les cahiers désormais disponibles, il reste de cette rencontre à la fois des images, des questionnements et des pistes de travail. L'image, tout d'abord, de Florence Taubmann, qui lors du temps d'aumônerie de la matinée a voulu placer les échanges de la journée sous le thème de la joie : «C'est joie que cette parole (…) Joie frémissante, fragile et imprenable. Joie mystérieusement inextinguible, qui résiste au mal et au malheur, au doute et aux échecs. Joie qui se chante ! (…) Notre mission frères et sœurs, c'est vraiment d'accueillir cette joie ; de vivre, porter, partager, cette joie.» Autre image, celle des deux présidents et de la présidente des trois Églises fondatrices siégeant côte à côte, à la même tribune, devant les participants du colloque, et évoquant tour à tour ce que signifiaient pour eux les mots de «mission», «évangélisation», «témoignage», ou encore «institution». Ainsi pour Emmanuelle Seyboldt, présidente de l'EPUdF, «la mission, c'est James Bond (…) quelque chose de risqué, qui exige un fort investissement de la

personne». Christian Albecker, président de l'UEPAL, a évoqué pour sa part son expérience à la tête de la mission intérieure de Strasbourg. Quant à Jean-Raymond Stauffacher, président de l'Unepref, il a souligné : «la mission est génétique pour moi», en se référent à sa famille marquée par «quatre générations de missionnaires».

Mais au-delà des Églises fondatrices avaient aussi été invités divers partenaires du Défap ; c'était le cas d'Étienne Roulet, alors président du Conseil de DM-échange et mission, qui au cours des échanges du matin avait évoqué les similitudes entre la dynamique de refondation lancée au sein du Défap, et la mue amorcée avec deux années d'avance au sein de DM, l'équivalent du Service protestant de mission pour la Suisse romande : «Nous avons eu un synode missionnaire qui a voté ce changement avec comme maître mot celui de réciprocité : mettre en lien les Églises d'ici et de là-bas pour qu'elles puissent s'entraider dans la mission, chacune sur son territoire».



Intervention de Frédéric de Coninck © Défap

Au chapitre des questionnements et des pistes de travail, Frédéric de Coninck a pointé les défis actuels que pose à la

mission une société où «le loin est devenu proche», fait universellement admis aujourd'hui, mais où parallèlement «le proche est devenu loin», ce qui crée des difficultés et des tensions face auxquelles les outils d'adaptation manquent encore. Tout au long de sa carrière, cet ingénieur de formation, et sociologue, a su concilier sa carrière de chercheur, qui l'a amenée entre autres à travailler au sein du Laboratoire Ville Mobilité Transport (Université Paris-Est) sur toutes les problématiques de la Ville Durable… et son appartenance à une Église mennonite de région parisienne. Il se définit ainsi lui-même comme une «personne frontière», un possible point de passage ou relais d'information entre des sphères qui ne communiquent pas naturellement ; or ce sont précisément de telles «personnes frontières» qui, dès les premiers temps d'expansion du christianisme, ont su participer à sa diffusion dans les diverses sociétés méditerranéennes… À l'heure où l'on parle facilement de «mondialisation», les échos lointains de cette déjà ancienne «méditerranéisation» pourraient-ils apporter des outils pour s'adapter ?

Concluant la journée à l'issue des travaux en ateliers et des premiers retours des divers groupes, Frédéric Rognon a tenu à poser quelques jalons : «Le Défap a décidé de s'engager dans un processus de refondation et la journée d'aujourd'hui est un jalon sur cette route. Il a été demandé à plusieurs reprise de clarifier ce processus. Donc précisons : la refondation, ce n'est pas l'aggiornamento du type Vatican 2 ; ce n'est pas la tabula rasa ; ce n'est pas la restauration réactionnaire.» Mais s'il s'est refusé à fournir «une synthèse qui lierait la gerbe de manière prématurée», il a tout de même laissé aux participants quelques «biscuits». Tout d'abord, dans cette dynamique de refondation, il a souligné «la nécessité de tenir conjointement et fermement les deux pôles réalisme et utopie», de «ne verser ni dans la stricte gestion des flux, ni dans le rêve désincarné». Ensuite, se référant à Jacques Ellul, il a invité à poursuivre la route armé d'un «pessimisme rempli d'espérance». Paradoxalement, le «temps de la déréliction», ce

terme par lequel Ellul désignait notre époque marquée par «la perte des repères spirituels», c’est aussi le temps approprié à l’espérance…

Accueillir l’autre en Europe

Ayant pour thème principal «Les chrétiens et l’accueil de l’autre en Europe», une journée œcuménique, placée sous l’égide du Conseil d’Églises chrétiennes en France, se tiendra le 12 octobre prochain à Paris.



Jamais les tensions politiques autour des migrants n’ont été aussi importantes, aussi visibles en Europe qu’au cours de cet été 2019, lorsque le ministre de l’Intérieur italien, Matteo Salvini, a lancé un bras-de-fer avec les ONG qui portaient secours aux naufragés en Méditerranée. Avec comme résultat des scènes absurdes ou révoltantes, comme l’image de l’*Open-Arms*, le navire de l’ONG espagnole Proactiva Open Arms, bloqué face à l’île italienne de Lampedusa sans pouvoir y débarquer ses

passagers ; des migrants désespérés se jetant à l'eau pour rejoindre la terre ferme à la nage – parfois sans savoir réellement nager ; et le ballet des navires des gardes-côtes italiens continuant, dans le même temps, à débarquer des dizaines de migrants recueillis en mer, puisque toute l'attention médiatique et politique se concentrait sur un seul point. Salvini parti du gouvernement, le premier ministre italien Giuseppe Conte a promis une «nouvelle ère réformatrice» dans un discours prononcé devant le Parlement lundi 9 septembre avant d'obtenir le vote de confiance des députés. Son programme se veut l'antithèse de la politique menée jusque-là par Matteo Salvini. Il a insisté sur la nécessité d'une plus grande solidarité au sein de l'Union européenne pour résoudre le problème des flux migratoires. Giuseppe Conte a également proposé des «couloirs humanitaires européens» permettant d'accueillir de manière organisée des réfugiés qui en ont le droit. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut quant à elle proposer un «nouveau pacte pour les migrations et l'asile». Il s'agit de mieux répartir les efforts au sein de l'UE et notamment d'aider les pays comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce, en première ligne pour les arrivées de migrants. Elle veut aussi rouvrir les discussions sur la réforme du règlement de Dublin, qui confie actuellement aux pays d'arrivée la charge du traitement des demandes d'asile.

Les Églises d'Italie en pointe

Cette question des «couloirs humanitaires» a déjà été soulevée depuis longtemps dans le réseau des ONG européennes, et tout particulièrement dans le milieu des Églises. C'est précisément en Italie qu'est né un programme associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio, ayant pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Un programme similaire a depuis été mis en place en France, régi

par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée… Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, **Soledad André**, a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que **chargée de mission de la FEP**.

La question migratoire est donc un sujet qui divise, autant qu'il pousse à l'engagement. L'Église catholique propose déjà une réflexion propre sur l'accompagnement des migrations humaines, à travers plusieurs documents magistériels, et de nombreuses initiatives locales ou centralisées. Au sein du protestantisme, les Églises constitutives du Défap ont développé des actions de sensibilisation et d'accueil. C'est dans cette dynamique qu'une journée œcuménique, placée sous l'égide du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF), se tiendra le 12 octobre prochain à Paris. Avec des questionnements importants : refuser tout accueil ou accueillir sans discernement n'est pas une solution. Dès lors, quel modèle prôner pour la société ? Que mettre en place dans les Églises ? Des intervenants de diverses confessions chrétiennes et d'Europe sont invités, parmi lesquels :

- **Julija VIDOVIC**, professeure à l'Institut orthodoxe Saint

Serge
- **Monseigneur HEROUARD**, évêque auxiliaire de Lille
- **Pasteur Luca NEGRO**, président de la Fédération des Églises Évangéliques en Italie.

Ce Forum œcuménique aura lieu le 12 octobre prochain dans les locaux de l'Église protestante unie du Saint- Esprit (Paris VIIIème). La rencontre est organisée avec le soutien du service des relations avec les Églises chrétiennes de la Fédération Protestante de France – un service dont la responsable est la pasteure Anne-Laure Danet, une ancienne du Défap.

N'oublions pas les chrétiens d'Orient !

L'audition ce mercredi au Sénat du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron sur ce même thème. Un signe de plus d'une volonté de s'engager en faveur des chrétiens d'Orient. Depuis longtemps, des organismes entretiennent des liens entre communautés chrétiennes en France et en Égypte, en Syrie, au Liban… C'est notamment le cas de l'Action Chrétienne en Orient, proche partenaire du Défap.



Photo d'ouverture : cette fillette fait partie d'une famille chrétienne qui a dû fuir la Syrie vers le Liban – octobre 2015
© Albert Huber, président d'ACO

Ce mercredi 6 mars 2019, à partir de 17h30, les sénateurs de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées entendent Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, en commun avec le groupe de liaison, de réflexion, de vigilance et de solidarité avec les chrétiens, les minorités au Moyen-Orient et les Kurdes. Un signe de plus d'une volonté politique affichée de venir en aide aux chrétiens d'Orient… Cette audition intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron. L'objectif assigné par le chef de l'État était clair : «Renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine du Moyen-Orient et le soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes de la région.» L'auteur de ce rapport, Charles Personnaz, magistrat à la Cour des comptes, indiquait alors au cours d'un entretien sa conviction que si les populations chrétiennes devaient disparaître de ces régions du monde, «le Moyen-Orient se retrouverait sans doute

dans des situations de conflit pires qu'aujourd'hui.»

À plusieurs reprises avant cela, le chef de l'État avait déjà insisté sur la vocation protectrice de la France à l'égard des chrétiens d'Orient. À l'Institut du monde arabe, il déclarait ainsi le 25 septembre 2017 : «Je veux dire aux chrétiens d'Orient que la France est à leurs côtés, que notre priorité sera bien la défense de leur histoire.» Et aux Bernardins, le 9 avril 2018 : «Nous avons hérité historiquement du devoir de les protéger.»

«Les chrétiens d'Orient, facteurs de dialogue et de paix»

Pour aller plus loin :

•

- Le site de l'Action Chrétienne en Orient

- L'Action Chrétienne en Orient : ne pas oublier les minorités

- Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire

Chaque année, l'ACO publie un magazine, Le Levant, dont vous pouvez découvrir les derniers numéros ici :

• *Chrétiens d'Égypte (2018)*

• *500 ans de Réforme en Orient (2017)*

• *Les chrétiens dans le chaos de la Syrie (2016)*

• *Arménie : un siècle après le Génocide (2015)*

• *Éducation: un enjeu pour les chrétiens d'Orient (2014)*

• *Migrants d'Orient (2013)*

Le conflit syrien et, plus encore, l'apparition de Daech ont poussé beaucoup de Français, chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. En témoigne le succès de l'exposition *Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire* organisée à Paris par l'Institut du monde arabe, avec près de deux cent mille visiteurs. Bien sûr, il existe déjà des liens entre communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient, qui était d'ailleurs partenaire de l'exposition à l'Institut du monde arabe. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple.

L'ACO a été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban… Depuis l'origine, elle a popur directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUdF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient.

Présents depuis l'origine du christianisme, les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Comme le soulignait le 13 mars 2018, dans une question au gouvernement, Gwendal Rouillard, deputé LREM du

Morbihan et co-président à l'Assemblée du groupe d'études sur les chrétiens d'Orient, ces derniers «représentent hier comme aujourd'hui un facteur de dialogue et de paix. Par exemple, je rappelle qu'au Liban, il existe des villages chrétiens/sunnites et chrétiens/chiites mais qu'il n'existe aucun village sunnites/chiites. Pour nous, les chrétiens doivent continuer à jouer ce rôle de médiateur au nom de la diversité culturelle.» Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister.

Messages de solidarité après la fusillade de Strasbourg

Mardi 11 décembre, peu avant 20h, un homme a ouvert le feu sur des passants à Strasbourg, près du marché de Noël ; 16 personnes ont été touchées, dont au moins deux ont succombé à leurs blessures. «Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression», écrit la Fédération protestante de France. «Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie», écrit l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine.





Communiqué de la Fédération protestante de France
En réaction à l’attentat de Strasbourg

La Fédération protestante de France (FPF) exprime sa peine et son indignation face à la terrible attaque perpétrée à Strasbourg le mardi 11 décembre 2018 sur le marché de Noël faisant état de 3 morts et de 13 blessés.

Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression. Il condamne fermement toute forme de terrorisme et rappelle son attachement aux valeurs républicaines de liberté d’égalité et de fraternité. Enfin il veut, plus que jamais, témoigner d’une espérance imprenable en

Jésus Christ.

La FPF manifeste aussi son soutien aux Églises, œuvres et communautés protestantes d'Alsace ébranlées par cette violence et leur rappelle qu'elle se tient à leurs côtés.

Dans l'épreuve nous sommes amenés à nous tenir ensemble.

Communiqué de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

Pour aller plus loin :

- *Le texte du communiqué de la FPF*
- *Le texte du communiqué de l'UEPAL*
- *Le texte du communiqué de la Conférence des responsables de Culte en France*
- *Le texte du communiqué de l'Union des Fédérations Adventistes de France, de Belgique et du Luxembourg*

Strasbourg est frappée au cœur. Strasbourg, symbole de paix, capitale d'une Europe des valeurs, de l'humanisme et des droits de l'homme. Strasbourg est victime de la barbarie aveugle d'une folie radicalisée dont les méfaits mettent à feu et à sang notre planète, dans la

longue série des attentats qui ont endeuillé les villes de France, d'Europe et du monde entier.

Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie. Nous savions que le marché de Noël, tradition multiséculaire de joie et de paix, était la cible potentielle de terroristes. Nous le savions et nous sommes profondément reconnaissants aux forces de l'ordre, gendarmer ie, armée et police, qui veillent sur la sécurité de nos concitoyens tout au long de l'année et particulièrement dans les semaines qui précèdent Noël. Reconnaissants aussi aux personnels de secours et aux autorités civiles qui ont assumé avec détermination, efficacité et courage leurs responsabilités dans ce drame.

Nous condamnons fermement tout acte de violence. Les Églises protestantes du monde entier ont choisi pour mot d'ordre de l'année 2019 ce verset du Psaume 34 : «Recherche la paix et poursuis-là !». A quelques jours de Noël où nous fêtons la venue du Christ, prince de la paix, cette parole est plus que jamais une invitation à nous engager activement dans la construction et la préservation de ce bien le plus précieux de l'humanité.

Les églises du centre-ville de Strasbourg organisent aujourd'hui et dans les jours qui viennent des points d'écoute pastorale et de recueillement pour tous.

Une célébration œcuménique pour la paix est organisée ce mercredi 12 décembre à 18h à l'église du Temple Neuf. Un autre temps de prière œcuménique est prévu

demain jeudi à 18h en la cathédrale de Strasbourg.

Toutes les personnes de bonne volonté, quelle que soit leur appartenance religieuse, sont invitées.

Christian ALBECKER

Attentat en Égypte : communiqué commun des institutions protestantes françaises

En Égypte, la communauté copte a été de nouveau visée par un attentat. Sept fidèles ont été tués et de nombreux autres blessés sur la route du monastère de Saint-Samuel, le vendredi 2 novembre, quand des hommes armés ont ouvert le feu sur leur bus. L'attaque a été revendiquée par le groupe État islamique (EI). Dans un communiqué commun, le Défap, l'Action Chrétienne en Orient, la Fédération protestante de France, l'Église protestante unie de France, l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, dénoncent «le fanatisme et l'extrémisme meurtrier» à

l’origine d’un tel acte, qui «nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l’égalité entre les communautés religieuses d’Égypte».



Le lieu de l’attaque, dans la province d’al-Minya (DR)

« Nous voulons adresser toute notre compassion, notre solidarité et nos prières aux familles et aux chrétiens égyptiens touchés par le nouvel attentat qui a fait vendredi dernier sept victimes et de nombreux blessés au sein de la communauté copte.

Pour aller plus loin :

- *Égypte : actualités du Défap et fiche pays*
- *Téléchargez le texte de ce communiqué en pdf*

Le fanatisme et l'extrémisme meurtrier du soit disant État islamique ont encore une fois visé des chrétiens de la province d'al-Minya alors qu'ils se rendaient en pèlerinage au monastère d'Anba Samuel.

Cet acte horrible nous révolte et nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte. Ainsi nous nous réjouissons de la conférence pour la paix qui s'est tenue au Mont Sinaï les 18 et 19 octobre derniers et qui a réuni les différentes autorités civiles et religieuses du pays autour du thème *Ici nous prions ensemble*.

C'est dans cette lutte pour la tolérance et dans l'espérance de la victoire de la vie sur les forces de mort que nous encourageons nos frères et nos sœurs d'Égypte à garder courage et confiance. »

Le 7 novembre 2018

M. François Clavairoly, président de la Fédération Protestante de France

Mme Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France

M. Christian Albecker, président de l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine

M. Joël Dautheville, président du DEFAP, service protestant de Mission

M. Albert Huber, président de l'Action Chrétienne en Orient

Pour l'État islamique, toutes les croyances autres sont des cibles

Le groupe jihadiste État islamique prône une version extrême du salafisme, courant fondamentaliste de l'islam sunnite prônant un retour aux pratiques de l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples, qui l'amène à s'attaquer non seulement aux fidèles des autres religions, mais aussi à ceux d'autres branches de l'islam considérées comme hérétiques. L'État islamique a ainsi revendiqué une série d'attentats contre la communauté copte d'Égypte. Le soufisme, courant ésotérique de l'islam, est accusé pour sa part d'hérésie et de polythéisme, de fait de son recours à l'intercession des saints morts. L'État islamique condamne aussi ce qu'il qualifie d' »innovations » : rites et prières des soufis non prescrits à l'origine par le prophète Mahomet.